

ÉDITION
2020

DOSSIER DE PRESSE

Novembre 2019

Le guide de l'électricité verte



GREENPEACE

⚡ le guide de
l'électricité verte

Quoi de neuf sur le marché des offres d'électricité verte ?

Comment trier le vrai du faux parmi les “offres vertes” présentes sur le marché des fournisseurs d'électricité ? Entre des offres purement marketing et celles qui contribuent réellement à développer les énergies renouvelables, à lutter contre le réchauffement climatique et à réduire notre empreinte écologique ?

Pour aider les consommateurs et consommatrices à s'y retrouver, Greenpeace France propose une mise à jour de son **Guide de l'électricité verte** qui classe les fournisseurs d'électricité en fonction de leur politique en matière de développement des énergies renouvelables.

La première édition de ce classement paru en octobre 2018 a mis en lumière l'entourloupe des “garanties d'origine” qui flouent les consommateurs en proposant une électricité non-renouvelable cachée derrière des offres vertes¹.

« Ce mécanisme de “garantie d'origine” contribue à un greenwashing de plus en plus problématique. De fait, l'argent des consommateurs et consommatrices sert à financer des énergies du passé à leur insu, plutôt que de contribuer à développer la transition énergétique »²

Malgré tout, cette édition 2020 (basée sur des données de 2018 et 2019), montre que la situation progresse. Globalement, les consommateurs et consommatrices sont de plus en plus en demande d'énergie renouvelable et les fournisseurs de plus en plus tournés vers ces technologies. Cette tendance à la hausse s'observe à la fois au niveau de leur politique d'achat (volumes et nombre de contrats en hausse), de production (hausse des capacités installées) et d'investissement (contribution au raccordement de nouvelles installations renouvelables).

¹ Selon l'Ademe ou le médiateur de l'Énergie, l'électricité verte se définit comme issue d'énergies renouvelables par opposition aux énergies non-renouvelables comme le nucléaire, le charbon, le fioul ou le gaz. Cependant, la législation européenne permet aux fournisseurs de proposer une “offre verte” dont l'électricité provient d'une centrale à charbon ou nucléaire, à condition qu'ils achètent un simple certificat (appelé « garantie d'origine »). En clair, rien n'oblige les fournisseurs se présentant comme verts à acheter de l'électricité renouvelable et on trouve souvent derrière certaines offres vertes une électricité d'origine fossile ou nucléaire, qui ne dit pas son nom.

² Dans son [Avis sur les offres d'électricité verte](#) paru en décembre 2018, l'Ademe a calculé que lorsqu'un fournisseur achète son électricité directement au producteur d'énergies renouvelables, c'est 29 % de l'argent du consommateur qui va au producteur –contre seulement 1 % si le fournisseur se contente d'acheter la garantie d'origine.

Le classement pointe aussi du doigt les “mauvais élèves” qui, malgré des efforts pour développer les renouvelables, plombent encore le marché. Au niveau européen, l’électricité disponible reste largement carbonée tandis qu’au niveau français l’électricité est largement nucléarisée. En investissant encore beaucoup trop dans les énergies non-renouvelables, les acteurs historiques comme EDF, Total Direct Energie, Iberdrola, Eni, Vattenfall et Engie continuent de freiner la transition énergétique en Europe. Total Direct Energie et Eni restent résolument tournés vers l’exploitation et l’exploration de nouveaux gisements pétroliers et gaziers. Iberdrola, Vattenfall, Engie et EDF produisent encore beaucoup d’énergies fossiles, et investissent pour prolonger la durée de vie de leurs vieux réacteurs nucléaires. EDF continue d’investir 5 fois plus dans le nucléaire que dans le développement des énergies renouvelables.

« Alors que les gros producteurs restent empêtrés dans des énergies du passé et des investissements toxiques, on observe une belle progression des énergies renouvelables. Pour preuve, fin 2019, cinq fournisseurs sont 100% renouvelables, contre seulement trois en 2017.

En choisissant un fournisseur qui encourage réellement le développement des énergies renouvelables, les consommateurs et consommatrices agissent concrètement en faveur de la transition énergétique et du climat.

Dans les années à venir, le développement des énergies renouvelables doit s’accélérer pour progressivement remplacer les énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre ou génératrices de déchets radioactifs qui menacent la planète ».

Alix Mazounie
chargée de campagne Énergie pour Greenpeace France.

Toutes les informations sur le site : guide-electricite-verte.fr/

Contact presse :
Guillaumine Lickel
06 73 89 48 90

Le classement en un coup d'œil



Quelles évolutions depuis la dernière édition ?

1. Les fournisseurs agissent de plus en plus dans le domaine des énergies renouvelables.

Selon l'analyse de Greenpeace, plus de la moitié des fournisseurs évalués ont accru leurs efforts depuis 2017, en plus de ceux qui étaient déjà tournés quasiment à 100 % vers les énergies renouvelables et qui ont gardé leur cap. Les volumes d'origine renouvelable vendus par ces fournisseurs augmentent également. Plusieurs autres fournisseurs ont développé une activité d'achat d'électricité renouvelable en gré à gré. Résultat, cinq fournisseurs sont désormais catégorisés « Vraiment Verts » (contre seulement trois l'année dernière). L'évolution porte aussi et surtout sur la politique de production d'électricité renouvelable : 11 producteurs d'électricité ont augmenté leurs capacités installées en matière d'énergie renouvelable et 15 fournisseurs ont déclaré avoir contribué au raccordement de nouvelles installations renouvelables depuis 2017.

2. Les fournisseurs sont nombreux à produire de l'électricité 100% renouvelable.

Contre toute attente, de nombreux fournisseurs sont engagés dans la production d'électricité renouvelable : 15 des 24 fournisseurs évalués ont une politique de production renouvelable et agissent donc directement sur le développement de ces énergies en Europe. 8 de ces fournisseurs-producteurs ont une politique de production 100% renouvelable.

3. Les fournisseurs sont nombreux à déclarer une politique d'investissement volontariste entre 2020 et 2023.

16 des 24 fournisseurs déclarent des investissements dans les énergies renouvelables entre 2020 et 2023 (contre 10 des 19 fournisseurs évalués l'année dernière). C'est un levier pour la transition énergétique qu'il est indispensable d'encourager et de généraliser.

4. Mais les investissements toxiques des gros producteurs continuent de plomber ces efforts.

Malheureusement, les gros producteurs investissent encore beaucoup trop dans les moyens de production d'électricité non-renouvelable et contribuent à freiner la transition énergétique en Europe. Résultat, le marché de l'électricité européen reste très carbonée (environ 54% en 2018) et celle disponible sur le marché français très nucléarisée (78% en 2018). Ce constat s'explique par les choix du principal producteur d'électricité en France, EDF, qui continue d'investir massivement dans le nucléaire, au détriment des énergies renouvelables. En 2018, moins de 1,3 milliards d'euros ont financé le développement des énergies renouvelables contre 6,6 milliards d'euros investis dans le nucléaire. Soit cinq fois plus.

Les énergies fossiles sont quant à elles toujours bien présentes chez les gros fournisseurs, même si on observe un recul du charbon.

- **EDF** : fin 2018, 17% de son parc en Europe était fossile, presque autant que son parc renouvelable (20%). Il détenait encore des parts dans 84 centrales thermiques (charbon, fioul et gaz) en Europe.
- **Iberdrola** : 23% de son parc européen est fossile.
- **Vattenfall** : plus de 30% de ses capacités installées sont fossiles.
- **ENGIE** : fin 2018, près de la moitié du parc d'Engie était fossile. L'entreprise possédait encore des parts dans 149 centrales fossiles en Europe, dont 10 centrales à charbon.
- **Total Direct Energie** et **ENI** exploitent surtout des centrales à gaz et leurs investissements restent résolument tournés vers l'exploitation et l'exploration de nouveaux gisements d'hydrocarbures.

Quelques chiffres : un secteur en pleine expansion

9 nouveaux fournisseurs apparaissent dans le classement 2020.

Fin novembre 2019, on dénombre **une trentaine de fournisseurs sur le marché** de l'électricité et environ 70% des offres proposées sont désormais "vertes". Seulement 3 des 24 fournisseurs évalués par Greenpeace ne déclarent pas d'offres vertes !

Selon l'ADEME³ et la CRE⁴ fin 2018, **la demande des consommateurs a plus que doublé entre 2015 et 2017**. Fin 2017, déjà plus d'1,5 million de clients résidentiels étaient passés en « offre verte ».

Selon le [Baromètre du médiateur de l'énergie](#) publié en octobre 2019, **les Français sont de plus en plus nombreux (61%) à s'intéresser aux offres "vertes"**.

En 2018, ils étaient plus de **80% à soutenir le développement des énergies renouvelables** (contre seulement 43% à soutenir le nucléaire)⁵.

³ *Les offres d'électricité verte*, ADEME, décembre 2018, p.4.

⁴ Etat des lieux des marchés de détail de l'électricité et du gaz naturel en 2017, Commission de régulation de l'Énergie, mars 2019, p. 49

⁵ Qualit'ENR et OpinionWay, *Les français et les énergies renouvelables*, édition 2018.

Méthodologie

Cette année, Greenpeace a passé au peigne fin les pratiques de 24 fournisseurs actifs au niveau national et proposant des offres aux particuliers. Certains fournisseurs n'ont pas été évalués car leur date d'arrivée sur le marché français est trop récente (Méga Energie, arrivé en 2019) et/ou leur taille insuffisante (Elecocité). Energies d'Ici, en tête du classement en 2018, n'a pas été évalué cette année car il n'est plus actif sur l'ensemble du territoire.

Les données

Pour établir ce classement, Greenpeace France s'est basée sur deux sources de données : les déclarations des fournisseurs, obtenues via un questionnaire envoyé par l'organisation, et les données accessibles dans le domaine public (rapports d'activité, communiqués de presse et registres nationaux).

A partir de ces données, Greenpeace France a évalué les pratiques des fournisseurs d'électricité en 2018 et 2019 sur la base de trois critères principaux :

- **Quelle électricité produisent-ils ?**

Pour chaque fournisseur qui produit l'électricité (tous ne sont pas producteurs), l'organisation a tenu compte de ses capacités de production d'électricité en Europe. Elle a voulu connaître les capacités (nettes) de production renouvelable et non-renouvelable détenue par chaque fournisseur en nombre de mégawatts (MW).

- **Quelle est leur politique d'achat d'électricité ?**

Pour chaque fournisseur, Greenpeace France a voulu savoir s'il achète de l'électricité sur le marché de gros et/ou directement à des producteurs d'électricité. L'organisation a cherché à connaître la source de cette électricité : renouvelable, fossile ou nucléaire.

- **Quels investissements (et désinvestissements) ont-ils faits et quels investissements prévoient-ils ?**

Pour chaque fournisseur, l'organisation a regardé les mégawatts d'électricité raccordés au réseau dans le passé et ceux prévus au cours des prochaines années en Europe.

Les catégories



Les fournisseurs « vraiment verts » : ils sont actuellement les meilleurs fournisseurs d'électricité verte sur le marché français, selon les critères retenus pour ce classement. Ils ne sont pas encore parfaits mais ils proposent d'ores et déjà une électricité à plus de 90 % renouvelable. Greenpeace France les recommande.



Les fournisseurs « en bonne voie » : ils font plus ou moins des efforts pour produire, développer et investir dans les énergies renouvelables, en comparaison avec la plupart des fournisseurs d'électricité. Ils sont encore loin d'être verts mais ce classement devrait les encourager à faire bien plus pour proposer une électricité vraiment renouvelable.



Les fournisseurs « à la traîne » : ils font encore trop peu d'efforts, voire aucun, en matière d'électricité renouvelable. Il est plus que temps qu'ils prennent le virage de la transition énergétique.



Les fournisseurs « vraiment mauvais » : ils polluent la planète en investissant encore dans des énergies sales et dangereuses (charbon, gaz de schiste, nucléaire, etc.), que ce soit directement ou indirectement via le groupe auquel ils appartiennent. Certains se retrouvent dans cette catégorie en raison non seulement de leurs propres activités, mais aussi de celles de leur maison mère : l'argent des consommateurs de ces filiales est susceptible de soutenir des investissements qui nuisent à la transition énergétique.

Plus d'informations sur la méthodologie du classement disponible sur le site : [guide-electricite-verte.fr/](https://www.greenpeace.fr/guide-electricite-verte/)

Dans le détail

Les fournisseurs « vraiment verts »



Enercoop, ex-aequo avec Planète Oui, s'approvisionne à 100 % en énergies renouvelables et soutient les petits producteurs indépendants. Mieux, ce fournisseur développe sa propre production d'électricité renouvelable et a presque doublé sa capacité de production en deux ans. De plus, Enercoop étant une coopérative, plus de la moitié de ses bénéfices sont réinvestis dans l'entreprise, notamment dans des projets citoyens. Producteurs et consommateurs participent ensemble aux prises de décision.



Planète Oui, ex-aequo avec Enercoop, a énormément progressé en matière d'énergies renouvelables depuis 2017. En 2019, ce fournisseur s'approvisionne à 100% en énergies renouvelables. Il est également producteur d'électricité solaire photovoltaïque et investit dans le raccordement de nouvelles capacités en France. Sa capacité de production a doublé en deux ans et va continuer d'augmenter. Ce fournisseur fait partie de ceux qui soutiennent activement le développement des énergies renouvelables en France.



Urban Solar Energy est un petit fournisseur arrivé sur le marché en 2018. Il s'approvisionne à 100 % en énergies renouvelables en 2019. Il soutient l'autoconsommation collective à partir d'installations photovoltaïques sur toitures dans les villes. Il prévoit d'investir à court terme pour développer sa propre capacité de production renouvelable.



Ilek s'approvisionne à 100 % en électricité d'origine renouvelable, d'origine éolienne, solaire et hydraulique. En revanche, Ilek ne prévoit pas d'investir dans les énergies renouvelables dans un avenir proche.



Plüm a énormément progressé en matière d'énergies renouvelables depuis 2017. En 2019, il s'approvisionne à 100 % en énergies renouvelables, d'origine hydraulique, éolienne et solaire. En outre, il valorise activement les économies d'électricité. En revanche, Plüm ne prévoit pas d'investir dans les énergies renouvelables dans un avenir proche.

Les fournisseurs « en bonne voie »



Mint Énergie fait des efforts en matière d'électricité renouvelable. Depuis son arrivée sur le marché de l'électricité au printemps 2017, ce fournisseur a progressé : en 2019, 3/4 de l'électricité fournie par Mint Énergie est d'origine renouvelable. Pour le reste, ce fournisseur s'approvisionne encore en électricité d'origine non-renouvelable. Point positif : Mint Énergie s'engage dans la production d'énergies éoliennes et solaires et prévoit d'investir.



ekWateur reste stable et poursuit ses efforts en matière d'énergie renouvelable. En 2019, environ la moitié de l'électricité fournie par ekWateur est d'origine renouvelable, essentiellement en provenance de petits producteurs d'électricité hydraulique. L'autre moitié est d'origine non-renouvelable. Ce fournisseur d'électricité ne prévoit pas d'investir dans les énergies renouvelables dans un avenir proche.



Alterna fait des efforts en matière d'électricité renouvelable et a progressé par rapport à notre évaluation 2017. Ce producteur d'électricité a presque doublé sa capacité de production d'énergies renouvelables en deux ans. En tant que fournisseur en revanche, Alterna continue de s'approvisionner essentiellement en électricité d'origine non-renouvelable. Point positif : Alterna prévoit d'investir dans le développement de l'éolien terrestre et le solaire dans un futur proche.



Sélia poursuit ses efforts en matière d'électricité renouvelable. Ce producteur d'électricité a augmenté sa capacité de production d'énergies renouvelables de 25 % en deux ans. En revanche, en tant que fournisseur, Sélia continue de s'approvisionner essentiellement en électricité d'origine non-renouvelable. Point positif : Sélia va continuer d'investir dans le développement des énergies renouvelables dès 2020.



Gaz et Electricité de Grenoble (GEG) poursuit ses efforts en matière d'électricité renouvelable. Si 100 % de sa production et de ses investissements se font dans les énergies renouvelables, les volumes restent encore trop faibles par rapport à l'électricité fournie. En conséquence, GEG continue d'acheter essentiellement de l'électricité non renouvelable pour fournir ses consommateurs.

Les fournisseurs « à la traîne »



Energem-UEM est à la traîne en matière d'électricité verte. Seulement la moitié de l'électricité produite par Energem est issue d'énergies renouvelables et sa capacité de production a très faiblement augmenté depuis 2017. Pour le reste, Energem produit et achète de l'électricité essentiellement non renouvelable. Bonne nouvelle : Energem investit dans les énergies renouvelables.



GreenYellow et Cdiscount Énergie font tous deux partie du groupe Casino et sont à la traîne en matière d'électricité verte. Ces fournisseurs produisent un tout petit peu d'électricité d'origine photovoltaïque et ne prévoient pas d'investir dans les énergies renouvelables dans un futur proche. Pour fournir leur clientèle, ils s'approvisionnent exclusivement sur le marché de gros de l'électricité, qui offre une énergie essentiellement non-renouvelable.



Lucia Énergie est à la traîne en matière d'électricité verte. Lucia Énergie produit un tout petit peu d'électricité renouvelable, d'origine hydraulique, et continue de s'approvisionner pour le reste sur le marché de gros de l'électricité, qui est essentiellement non renouvelable. Ce fournisseur prévoit cependant d'investir enfin dans les énergies renouvelables d'ici 2023.



Énergies E.Leclerc est à la traîne en matière d'électricité verte. Bien que proposant des offres « vertes » associées à des garanties d'origine 100% françaises, ce fournisseur d'électricité ne soutient pas activement le développement des énergies renouvelables. Énergies E.Leclerc achète la totalité de son électricité sur le marché de gros, qui est essentiellement d'origine non-renouvelable. Il n'a pas pour stratégie de produire ou d'investir dans les énergies renouvelables dans un avenir proche.



Ohm Énergie est à la traîne en matière d'électricité verte. Bien que proposant des offres « vertes » associées à des garanties d'origine, ce fournisseur d'électricité ne soutient pas activement le développement des énergies renouvelables. Il achète la totalité de son électricité sur le marché de gros, qui est essentiellement d'origine non renouvelable. Il n'annonce aucun investissement dans les énergies renouvelables dans un proche avenir.



Butagaz est à la traîne en matière d'électricité verte. Ce fournisseur d'électricité ne soutient pas activement le développement des énergies renouvelables. Il achète la totalité de son électricité sur le marché de gros, qui est essentiellement d'origine non-renouvelable. Il n'annonce aucun investissement dans les énergies renouvelables dans un proche avenir.



Proxelia est à la traîne en matière d'électricité verte. Ce fournisseur ne soutient pas le développement des énergies renouvelables : il achète exclusivement son électricité sur le marché de gros, qui est essentiellement non renouvelable. Proxelia prévoit toutefois d'investir dans les énergies photovoltaïques et éoliennes d'ici 2023.



Énergies du Santerre est à la traîne en matière d'électricité verte. Ce fournisseur d'électricité n'a toujours aucune politique d'achat, de production ou de développement en faveur des énergies renouvelables. Il continue de s'approvisionner exclusivement sur le marché de gros et revend donc une électricité essentiellement non renouvelable

Les fournisseurs « vraiment mauvais »



Iberdrola, groupe espagnol, fait partie des plus gros producteurs d'électricité au monde. Désormais, deux tiers de ses capacités de production d'électricité en Europe sont d'origine renouvelable grâce à un gros effort d'investissement dans l'éolien et le solaire qui va continuer dans les années qui viennent. Cependant, en parallèle de cette politique pro-renouvelable, Iberdrola reste plombé par ses activités non-renouvelables et réinvestit dans ses centrales nucléaires vétustes en Espagne. **Carton rouge.**



Vattenfall, groupe suédois, fait partie des plus gros producteurs d'électricité dans le nord de l'Europe. Désormais, près de la moitié de ses capacités en Europe sont renouvelables, essentiellement hydrauliques et éoliennes. Mais en parallèle, Vattenfall reste un gros producteur d'électricité issue du charbon, du gaz et du nucléaire. Sa politique d'investissement n'est pas 100 % renouvelable et Vattenfall réinvestit dans ses centrales nucléaires vétustes en Suède au lieu de prévoir leur démantèlement. **Carton rouge.**



Engie et sa filiale Happ-E continuent de progresser dans le domaine des énergies renouvelables : désormais, elles représentent 25 % de ses capacités nettes en Europe et Engie prévoit de gros investissements d'ici 2021. Malheureusement, malgré des efforts pour développer les énergies renouvelables et se délester du charbon, ce fournisseur continue de produire une électricité essentiellement d'origine nucléaire ou fossile. Sa politique d'investissement n'est toujours pas 100 % renouvelable car Engie continue d'investir dans ses centrales nucléaires vétustes en Belgique au lieu de préparer leur démantèlement. **Carton rouge**



Total Direct Energie est issu de la fusion de Total Spring et Direct Energie. En 2018, seulement un quart de ses installations produisaient de l'énergie renouvelable, le reste provenant de gaz fossile. Total Direct Energie prévoit d'investir davantage dans les énergies renouvelables mais le groupe auquel il appartient, Total, investit essentiellement dans les énergies émettrices de gaz à effet de serre et des projets de forage pétroliers et gaziers menaçant la biodiversité et le climat. **Carton rouge.**



EDF et sa filiale **Sowe** n'investissent pas assez dans les énergies renouvelables. Elles représentent seulement 20 % des capacités de production d'EDF en Europe. Le groupe continue de produire et fournir une électricité essentiellement non-renouvelable, principalement issue du nucléaire. Par ailleurs, en Europe, EDF exploite encore de nombreuses centrales à charbon, fioul et gaz. En prime, malgré des effets d'annonce, EDF investit au moins cinq fois plus dans le nucléaire que dans les énergies renouvelables. **Carton rouge.**



ENI, géant italien de l'énergie, n'investit tout simplement pas dans les énergies renouvelables. Résultat : moins de 1 % de ses moyens de production en Europe sont renouvelables et le groupe ne prévoit pas d'accroître sérieusement sa production d'énergie renouvelable en Europe dans un futur proche. Pire, l'essentiel des investissements d'ENI sont tournés vers l'exploitation et l'exploration du pétrole et du gaz, notamment en Arctique. **Carton rouge.**